

Préfet du Jura

**N° chrono : UD39/PR/PC/MB/2020-325**

**INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**  
**RAPPORT DE LA VISITE D'INSPECTION du 18/06/2020**  
**DEMAIN ENVIRONNEMENT**

<b>N° S3IC : 059.04874</b>		<b>Commune(s) : LONS-LE-SAUNIER</b>			
<b>Visite :</b>	<b>administrative</b>	<b>réactive</b>	<b>annoncée</b>	<b>Régime :</b>	<b>A</b>
<b>Priorité :</b>	<b>nationale</b>	<b>Attributs S3IC : Déchets, risques accidentels, bruit</b>			
<b>Liste des installations inspectées : visite partielle des installations côté Est du site</b>					
<b>Référentiel de l'inspection :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° AP-2020-08-DREAL du 30 janvier 2020</li><li>• arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres sur les déchets</li></ul>					
<b>Personne(s) rencontrée(s) :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• directeur général</li><li>• directeur d'exploitation</li><li>• responsable QSE</li><li>• adjointe à la responsable QSE</li></ul>					
<b>Équipe d'inspection :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• chef de l'unité départementale du Jura</li></ul>					

**Contexte de l'inspection :**

Les mesures d'état d'urgence sanitaire liées à lutte contre l'épidémie COVID-19 ont impacté directement ou indirectement la plupart des secteurs d'activité sur le territoire national. Dans ce contexte, la continuité d'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement ou leur reprise d'activité doit faire l'objet d'une attention particulière vis-à-vis des conditions garantissant le maintien de la maîtrise des risques technologiques d'une part et des impacts environnementaux d'autre part.

Compte tenu des enjeux de sécurité et santé publiques, l'Inspection des installations classées réalise des contrôles ciblés, adaptés à ce contexte. Ces inspections portent sur les impacts potentiels de la période de crise sur l'organisation et la maîtrise des risques industriels.

Indépendamment des points contrôlés par l'Inspection des installations classées, il est de la responsabilité de l'exploitant de réaliser régulièrement les vérifications et suivis nécessaires pour s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables à son installation.

**Synthèse :**

L'inspection a relevé 1 non-conformité portant sur les capacités maximales de stockage de certains déchets.

**Propositions de suites :**

- Constats à traiter par courrier

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
 <b>Le chef de l'UD39, Inspecteur de l'environnement</b>	 Signature numérique Date : 2020.06.30 17:01:02 +02'00' <b>L'inspecteur de l'environnement</b>	 Signature numérique Date : 2020.06.30 17:05:18 +02'00' <b>La cheffe de département risques chroniques</b>

# ANNEXE 1 : FICHE DE CONSTATS

Points de contrôles (AP du 30/01/20)				Constats de l'inspection	
Article 1.2.1					
Rubriques	Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Seul classement (*)	Caractéristiques de l'installation		
2710-1-a	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux	A	Quantité maximale de déchets susceptibles d'être présents : 12 t	La nouvelle déchetterie professionnelle n'a pas encore été mise en exploitation à la date de l'inspection, les travaux sont en cours. L'ouverture est envisagée fin août 2020.  Suite au questionnement de l'exploitant, les points suivants ont été précisés : - la tenue d'un registre des déchets collectés n'est pas obligatoire pour la déchetterie, en application de l'article 10 de l'AM du 29/02/2012 exonérant notamment les entreprises visées au point 6° du II de l'article R.541-50 du Code de l'Environnement, à savoir les exploitants des installations relevant de la rubrique 2710 de la nomenclature ICPE - l'exploitant devra tenir un registre des déchets sortant de la déchetterie - les flux de déchets en provenance de la déchetterie et qui seront orientés vers les installations de tri/transit/regroupement ou de traitement au sein de l'établissement sont à enregistrer dans le registre des déchets entrants au titre de ces activités - l'exploitant n'a pas la possibilité de transférer des déchets issus de ses installations de tri/transit/regroupement ou de traitement vers la déchetterie, cette déchetterie étant réglementée en tant qu'installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial des déchets	
2710-2	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux	E	Volume maximal de déchets susceptibles d'être présents : 500 m³	Les codes déchets à utiliser en sortie de déchetteries sont par défaut de type 20 XX XX.  Les codes déchets de type 19 XX XX sont destinés aux déchets issus d'une installation de traitement.	

## Constats de l'inspection

Suite à la réouverture des déchetteries en fin de période de confinement COVID-19, l'exploitant a reçu et reçoit encore des quantités importantes de déchets.

[illegible]

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site	Détail
DEEE	573,7 tonnes	<p>PAM : 250 t</p> <p>Unités centrales : 43,8 t</p> <p>GEM Froid : 17,6 t</p> <p>GEM Hors Froid : 17,5 t</p> <p>Ecrans : 16,9 t</p> <p>Métaux non ferreux (dont disques dur) : 127 t</p> <p>Alimentation, lecteur, etc) : 127 t</p> <p>Câbles : 65,3 t</p> <p>Cartes électroniques : 33,3 t</p> <p>Condensateurs : 1,5 t</p> <p>Lampes : 0,8 t</p> <p>Piles : 10 t</p> <p>Batteries : 12 t</p>
Piles et accumulateurs	22 tonnes	DMS : 3,4 t
Déchets dangereux divers	12 tonnes	Carouches et toners : 6,1 t
		Radiateurs à bain d'huile : 2,5 t

**Non conformité n°1-L8062020 : la capacité maximale d'entreposage est dépassée pour certains types de déchets.**

En fonction de l'évolution à venir des flux entrants et sortants, l'exploitant envisage soit un plan de résorption des stocks, soit de rédiger un porter à connaissance pour solliciter une modification des capacités entreposées intégrant une analyse des risques.

L'exploitant a par ailleurs indiqué réfléchir à une modification des horaires de fonctionnement du site pour pouvoir faire tourner certaines installations la nuit (pour augmenter la capacité de traitement journalière ou pour retenir plus finement certains flux afin de mieux les valoriser). Cette modification des conditions d'exploitation nécessitera un porter à connaissance, avec une analyse des risques, notamment sur le sujet du bruit.

Selon l'état des stocks au 18/06/20 édicté par l'exploitant, les capacités maximales de stockage des catégories de déchets ci-contre ne sont dépassées.

#### 1.2.3.3. Quantités de déchets maximum susceptibles d'être présentes

[illegible]

Points de contrôles (AP du 30/01/20)	Constats de l'inspection
<p><b>8.2.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux</b></p> <p>L'inventaire et l'état des stocks de tous les déchets ainsi que des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 8.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>	<p>L'exploitant dispose d'un état des stocks des déchets (édité au 18/06/20 pour l'inspection) ainsi que d'un plan général des stockages (consulté pour la partie Est du site lors de l'inspection).</p> <p>Sur la base de contrôles visuels réalisés par sondage, les quantités et la localisation des déchets présents sur site lors de l'inspection sont apparues cohérentes avec les documents mentionnés ci-dessus.</p>
<p><b>8.5.2 Rétentions et confinement</b></p> <p>1. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des IRL,</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des IRL,</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li> </ul>	<p>L'inventaire des substances et mélanges dangereux n'a pas été consulté lors de l'inspection.</p> <p>Les stockages de liquides contrôlés par sondage disposaient d'une capacité de rétention.</p>

